

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
59820 Gravelines

Gravelines, le 12/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARP OSIS NORD (Ex Suez RV OSIS NORD)

Avenue Marcel Le Mignot
BP 35
76700 Gonfreville-L'orcher

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\SARP OSIS NORD (ex SUEZ RV OSIS NORD)_Calais_0007002203\2_INSPECTIONS\20250117_INSP_cessation
Code AIOT : 0007002203

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2025 dans l'établissement SARP OSIS NORD (Ex Suez RV OSIS NORD) implanté 1901 Rue du Beau marais 62100 Calais. L'inspection a été annoncée le 09/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP OSIS NORD (Ex Suez RV OSIS NORD)
- 1901 Rue du Beau marais 62100 Calais
- Code AIOT : 0007002203
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Résultat de la fusion entre SARP Osis Nord (dernier nom sous lequel l'exploitant était connu avant la présente inspection, cf. constat n° 1) et d'autres entreprises du groupe Véolia, la société SARP Nord a exploité rue du beau marais à Calais un centre de prestations d'assainissement (nettoyage de fosses septiques, récupération de boues d'assainissement, etc.) au sein d'un ancien site de lavage de citernes dont la SARP a repris l'exploitation en 2021 (cf. courrier de changement d'exploitant en date du 22/11/2021). Cette exploitation est régie par l'arrêté préfectoral modifié n° DCVC-EIM-MV / GM-n°97-121 du 11/08/1997 (l'analyse du classement des installations est détaillée en constat n° 2).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Raison sociale de l'exploitant	Code de l'environnement du 11/01/2023, article R. 181-47	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Notification de la cessation d'activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R. 512-75-1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été réalisée à la suite d'un échange téléphonique avec l'exploitant, durant lequel ce dernier a évoqué la cessation de l'activité du site. L'inspection a eu pour objectifs principaux de faire le point sur les procédures administratives à mettre en œuvre par l'exploitant, et de faire un premier état des lieux des actions nécessaires à la mise en sécurité des installations.

Lors de l'inspection, il a été constaté que la notification de cessation d'activité n'a pas été réalisée, et que la mise en sécurité des installations n'est pas terminée.

Un arrêté préfectoral de mise en demeure sera par conséquent proposé au préfet afin de cadrer la réalisation de cette notification (dont remise du calendrier des actions nécessaires à la mise en sécurité des installations) et de certaines mesures de mise en sécurité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Raison sociale de l'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/01/2023, article R. 181-47
Thème(s) : Situation administrative, Raison sociale
Prescription contrôlée : I. - Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article. II. - Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son

siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.

Constats :

La société SARP OSIS NORD est autorisée, par arrêté préfectoral modifié n° DCVC-EIM-MV / GM-n°97-121 du 11/08/1997, à exploiter sur le territoire de la commune de Calais une unité de lavage de camions-citernes relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature ICPE.

Par courrier du 22/11/2021, l'exploitant avait notifié le changement de dénomination sociale (la société étant jusqu'alors connue sous le nom de SUEZ RV Osis Nord), renommée SARP OSIS Nord (le SIRET ne changeant pas : 50798584400079) après son rachat par le groupe SARP.

Le jour de l'inspection, l'exploitant explique que la société SARP OSIS Nord a été absorbée lors d'une fusion de plusieurs sociétés du groupe Véolia, le 01/05/2024. La société résultante, SARP Nord, est désormais la nouvelle société exploitante des installations. La société SARP Nord n'a pas déclaré ce changement aux services d'inspection.

NON-CONFORMITE : déclaration de changement d'exploitant non réalisée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Notification de la cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-1

Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité

Prescription contrôlée :

I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes

certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.

Constats :

L'arrêté préfectoral modifié n° DCVC-EIM-MV / GM-n°97-121 du 11/08/1997 autorise l'exploitation des installations suivantes (après prise en compte des évolutions successives de la nomenclature ICPE) :

Rubrique actuelle	Intitulé	Capacité maximale autorisée dans l'arrêté d'autorisation de 1997	Régime
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : inférieur à 500 m3	Station de remplissage de carburant 5 m3/h	DC
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793.	Cuves de dépôt des eaux de lavage souillées : 30 t	A

	<p>2719, 2792 et 2793.</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1.</p> <p>La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges</p>		
2795-1	<p>Installations de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, ou de déchets dangereux.</p> <p>La quantité d'eau mise en œuvre étant : 1) Supérieure ou égale à 20 m³/j</p>	50 citernes par jour	A

Rubrique 1435 (station de remplissage des réservoirs de véhicules citernes - gazole) : le jour de l'inspection, l'exploitant explique quela station de remplissage de véhicules citernes n'a été que peu utilisée depuis 2021. La quantité annuelle de carburant délivrée est très inférieure à 500 m³.

Cette station n'est en effet utilisée que ponctuellement pour approvisionner en carburant les véhicules et camions hydrocureurs, qui dans le cas général s'alimentent dans des stations de carburant extérieures.

Le volume de la cuve à gazole (environ 30 m³) est inférieur au seuil de classement de la rubrique 4734.

Le jour de l'inspection, la cuve n'est pas vide. L'exploitant explique vouloir la garder en secours, et peut-être la réhabiliter par la suite. Dans ce dernier cas, le débit maximal envisagé resterait inférieur au seuil de classement.

Rubrique 2795-1 (station de lavage de camions-citernes) : l'exploitant explique que la station de lavage n'a pas été utilisée depuis 2021. Il ne souhaite pas la remettre en activité ; il a d'ailleurs déjà démantelé une partie des équipements.

Rubrique 2718-1 (transit de déchets dangereux - cuves des eaux de nettoyage souillées générées par la station) : ces cuves n'auraient pas non plus été utilisées depuis 2021.

A titre d'information, la surface de l'atelier de réparation de véhicules, d'environ 750 m², est inférieure au seuil de classement de la rubrique 2930.

L'exploitant explique que les terrains du site continueront d'être le siège d'activités de l'entreprise SARP Nord, qui consistent en :

- le stationnement de ses flottes de véhicules d'assainissement. Aucun dépôt de déchets (fluides collectés) ne sera réalisé sur le site ;
- la réparation de véhicules à un niveau d'activité inférieur au seuil de classement de la rubrique 2930 ;
- éventuellement, le remplissage des réservoirs des véhicules d'assainissement à un niveau d'activité inférieur au seuil de classement des rubriques 4734 et 1435.

L'exploitant n'a pas notifié la cessation d'activité conformément aux dispositions du présent article.

NON-CONFORMITE : la cessation d'activité n' a pas été notifiée. Le calendrier de la mise en sécurité n'est pas joint.

Pour rappel, une fois cette notification réalisée, l'exploitant devra poursuivre la procédure de cessation d'activité conformément aux articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R. 512-75-1

Thème(s) : Autre, Cessation d'activité

Prescription contrôlée :

I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site. La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

1° La mise à l'arrêt définitif ;

2° La mise en sécurité ;

3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;

4° La réhabilitation ou remise en état. L

es installations temporaires créées exclusivement pour la réalisation d'opérations relatives à la cessation d'activité sur les terrains concernés sont réglementées en tant que de besoin par arrêté pris dans les formes prévues aux articles R. 181-45, R. 512-46-22 ou L. 512-12. II.-

Les obligations en matière de cessation d'activité relatives à une installation classée dont l'activité est réduite d'une manière telle qu'elle relève d'un autre régime restent celles applicables avant cette réduction d'activité. Lorsqu'une évolution de la nomenclature des installations classées conduit une installation à relever d'un autre régime, les obligations en matière de cessation d'activité sont celles du nouveau régime applicable.

III.- La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

V.- En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.

Constats :

Le jour de l'inspection, sont relevées les observations suivantes :

1 - **Evacuation des produits dangereux et des déchets** : une partie des équipements a déjà été évacuée. En particulier, les buses de nettoyage, les cuves des produits de traitement et les canalisations internes de la station de lavage (couverte) ont été retirés. Il reste toutefois à évacuer les anciennes cuves de fluides souillés (actuellement entreposées sous auvent, à l'abri de la pluie) et les équipements composant la station d'épuration associée à l'ancienne aire de lavage. Cette

station fonctionnait vraisemblablement par floculation physicochimique. Restent en outre à évacuer :

- deux cuves d'environ 20 m³ chacune, remplies presque à ras bord d'eau de pluie (et peut-être de boues) ;
- un silo (vraisemblablement à boues) d'environ 10 m³ ;
- divers fosses en béton remplies de résidus d'épuration durcis, réparties sur une surface d'environ 20 m² ;

2 - Limitations d'accès : comme évoqué précédemment, des activités ne relevant plus d'un classement ICPE seront maintenues sur le site, clôturé et équipé de systèmes de surveillance vidéo. L'accès au site par des personnes extérieures reste maîtrisé ;

3 -Risques d'incendie et d'explosion : le seul risque incendie lié aux anciennes activités est lié à la cuve de gasoil, que l'exploitant souhaite conserver pour une utilisation sous les seuils de classement ICPE ;

4 - Surveillance des effets sur l'environnement : l'exploitant a fait réaliser en 2023 un diagnostic de pollution des sols et des eaux souterraines. Les données présentées par l'exploitant le jour de l'inspection indiquent une pollution aux hydrocarbures au niveau de l'ancienne station de lavage et de la cuve à gasoil (l'étanchéité de cette dernière reste donc à justifier). Ce diagnostic indique également la présence d'eaux souterraines à très faible profondeur (1,70 m). Aucun sondage n'a toutefois été réalisé :

- au niveau des anciennes cuves de stockage de produits de traitement (déjà évacuées) et des cuves tampon des eaux souillées (sous le auvent à l'Est du bâtiment principal),
- au niveau de la zone de stockage des produits dangereux de l'atelier de mécanique (au Nord-Ouest de l'atelier).

De plus, l'exploitant n'est pas été en mesure de présenter de plan des réseaux à jour, et n'est pas certain de la destination du point de rejet des eaux pluviales au Nord-Ouest du site. Le point de rejet de l'ancienne station d'épuration reste à confirmer. Par ailleurs, les boues des fosses de l'ancienne station d'épuration d'une part, et de la fosse de relevage en sortie de l'aire de lavage d'autre part, ne sont pas protégées des eaux météoriques. Il est par conséquent possible que les lixiviats produits à chaque épisode de pluie soient pollués.

Enfin, la présence d'un puits, jusqu'alors inconnu des services d'inspection, est constatée au Nord-Est du site. L'exploitant actuel indique ne l'avoir jamais utilisé.

Dans le cadre de la mise en sécurité et de la remise en état du site, l'exploitant prendra en compte les demandes et observations ci-après.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE n°1 : l'exploitant évacuera dans les meilleurs délais les équipements de l'ancienne station d'épuration (notamment les deux cuves d'environ 20 m³ chacune, avant que les eaux de pluie ne les fassent déborder), ainsi que les boues potentiellement polluées qu'ils contiennent. Les boues de la fosse de relevage en sortie de l'ancienne station de lavage seront également évacuées dans un délai court de façon à limiter la pollution des eaux de ruissellement.

DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE n° 2 : la présence d'une pollution aux hydrocarbures au droit de la cuve à gasoil remet en cause son étanchéité. L'exploitant fera réaliser un test d'étanchéité de cette cuve dans les meilleurs délais. A défaut d'informations complémentaires, la conservation de la cuve pour une utilisation sous les seuils de classement ICPE ne sera pas acceptée, et la cuve

devra être évacuée vers des filières autorisées.

DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE n°3 : l'exploitant produira un plan des réseaux à jour, si besoin en s'appuyant sur une inspection caméra, de manière à identifier précisément les différents points de rejet des eaux de pluies susceptibles d'être polluées par ruissellement sur les boues de la station d'épuration et de la fosse de relevage.

DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE n°4 : l'exploitant devra régulariser la situation administrative du puits au Nord-Est du site, ou le reboucher conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11/09/2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des " articles L. 214-1 à L. 214-3 " du code de l'environnement et relevant de la rubrique " 1.1.1.0 " de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29/03/1993 modifié.

OBSERVATION n°1 : L'exploitant complètera son diagnostic de pollution des sols a minima par des sondages au droit :

- des anciennes cuves de stockage de produits de traitement (déjà évacuées) et des cuves tampon des eaux souillées (sous le auvent à l'Est du bâtiment principal),
- de la zone de stockage des produits dangereux de l'atelier de mécanique (au Nord-Ouest de l'atelier).

OBSERVATION n°2 : pour rappel, c'est l'arrêté ministériel du 09/02/2022 qui fixe les modalités de certification prévues aux articles L. 556-1 et L. 556-2 du code de l'environnement, ainsi que le référentiel, les modalités d'audit, les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et les conditions d'équivalence prévus aux articles R. 512-39-1, R. 512-39-3, R. 512-46-25, R. 512-46-27, R. 512-66-1 et R. 515-106 du code de l'environnement et les modèles d'attestation prévus aux articles R. 556-3 et R. 512-75-2 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois